

Métiers de l'action sociale

Étude sectorielle
des tendances en matière de métiers
et de compétences

En collaboration avec:



FEDAS
LUXEMBOURG

Petra Böwen

Experte du secteur social

Septembre 2023

Introduction (1/2)

Dans un marché du travail aux mutations toujours plus complexes, suite aux transitions technologiques, environnementales et sociétales, la pénurie des talents et des compétences (*skills gap*) est une préoccupation majeure du gouvernement, des entreprises et de la société.

Pour mieux comprendre, anticiper et gérer ce *skills gap*, des analyses poussées des tendances en matière de métiers et de compétences sur le marché luxembourgeois sont nécessaires. Dans ce contexte, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) et l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ont initié des études sectorielles, qui s'intègrent dans la Future Skills Initiative de l'ADEM et dans le partenariat pour l'emploi entre l'ADEM et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL).

Les échanges dans les groupes de travail du partenariat ADEM/UEL ainsi que l'étude Skills Strategy de l'OCDE ont confirmé le manque de données (exhaustives et de qualité) sur les compétences demandées et disponibles au Luxembourg (et dans la Grande Région), à la fois dans les administrations publiques et dans le secteur privé. L'ADEM dispose à l'heure actuelle des données les plus riches sur cette thématique, provenant des postes vacants déclarés auprès d'elle ainsi que des indicateurs de *matching* entre postes vacants et demandeurs d'emploi. À noter que ces données sont limitées aux offres d'emploi effectivement déclarées à l'ADEM et qu'elles ne correspondent pas à l'entièreté des offres au Luxembourg, malgré l'obligation légale d'une telle déclaration. Nos études sectorielles ne visent donc pas à être représentatives du marché de l'emploi luxembourgeois dans son ensemble; elles sont un premier essai d'analyses granulaires et extensives pour créer plus de transparence sur ce marché.

Après la publication de sept études sectorielles en 2022, couvrant 1) le secteur financier, 2) l'industrie, 3) la construction, 4) l'horesca, 5) le commerce, 6) le transport et la logistique, et 7) l'artisanat, l'ADEM publie en 2023 trois études supplémentaires : 1) le secteur de la santé et des soins, 2) les métiers de l'action sociale, et 3) les métiers informatiques. Pour chaque secteur, l'ADEM a collaboré avec les organisations patronales qui le représentent, dans le but de valider les résultats des analyses, bien que les données ne soient pas exhaustives. Pour cette étude sur les métiers de l'action sociale, l'ADEM remercie la Fédération des acteurs du secteur social (FEDAS) et l'experte Petra Böwen pour leur collaboration et les échanges fructueux.

Introduction (2/2)

Cette étude inclut 1) un chapitre introductif avec la définition du périmètre sectoriel et un aperçu des chiffres clés, 2) une synthèse des tendances qualitatives dans le secteur (technologiques, sociétales et autres), 3) une analyse au niveau des métiers (métiers clés, métiers en pénurie, etcetera), et 4) une analyse des exigences (expérience, diplômes, langues, compétences) dans les offres d'emploi du secteur.

Les lecteurs visés par ces études sont à la fois les employeurs, qui y trouveront un *benchmark* de la situation et des tendances dans leur secteur, ainsi que les salariés/demandeurs d'emploi, pour leur permettre de mieux s'adapter à ces tendances.

Les conclusions de nos études devront nous aider à :

- guider les choix d'orientation professionnelle ;
- définir et mettre en place des actions ciblées de formation ;
- guider les actions d'attraction de talents ;
- élaborer la stratégie nationale en terme de compétences.

Inédites, ces études sectorielles ne sont qu'un point de départ. Elles devront bien sûr être alimentées, puis confrontées à d'autres travaux d'analyse menés dans le cadre de nouvelles collaborations de l'ADEM ou par différents acteurs de l'écosystème.



Isabelle Schlessler
Directrice de l'ADEM

Mots d'introduction (1/2)

« Association patronale, la Fédération des acteurs du secteur social (FEDAS Luxembourg) regroupe actuellement 190 membres, organisations actives dans le secteur social au Grand-Duché. Nos membres agissent dans des domaines multiples, comprenant aussi bien l'accueil et l'éducation non-formelle d'enfants et jeunes entre 0 et 30 ans que l'intégration des citoyens seniors, la sensibilisation à la pluralité sociétale, l'accompagnement de personnes en détresse, les personnes en situation de handicap, ou encore les personnes en cours de réinsertion sur le marché du travail. Au total, nos membres emploient environ 15.000 salariés – tendance croissante.

Il est grand temps que ce secteur dynamique et divers soit analysé sous l'angle du marché du travail, d'autant plus que, non seulement l'exigence en ressources humaines d'un point de vue quantitatif est en constante augmentation, mais surtout que les qualifications et compétences requises pour répondre aux besoins et attentes des bénéficiaires sont de plus en plus difficiles à recruter.

Une analyse pertinente des aspects quantitatifs et qualitatifs du marché du travail du secteur social et surtout une analyse récurrente et durable constitue la base pour relever au mieux les défis dans notre secteur confronté à la pénurie de personnel actuelle. Au Luxembourg, où le marché de l'emploi est avant tout très vivant, il est crucial que les entreprises puissent trouver les talents dont elles ont besoin. Ceci est d'autant plus vrai dans le secteur social, largement dépendant de collaborateurs hautement qualifiés.

La FEDAS Luxembourg est heureuse d'avoir pu participer à cette première étude sectorielle ciblant le secteur social. Nous sommes confiants dans le fait que cette étude ne sera pas la dernière de ce genre. En tant que FEDAS Luxembourg, nous sommes à la disposition de l'ADEM pour accompagner, par notre expertise sectorielle et notre expérience, les futures études du marché du travail du secteur social. »



Thomas Lentz
Secrétaire Général
FEDAS Luxembourg

Mots d'introduction (2/2)

« Le rôle capital du secteur du point de vue économique se fait aujourd'hui toujours plus évident lorsque, en raison d'un manque massif de main-d'œuvre, l'encadrement des enfants, des jeunes et des adultes ne peut plus être assuré, par exemple dans des crèches, ainsi que dans des centres pour personnes âgées ou en situation de handicap, et que des travailleurs parfaitement qualifiés (le plus souvent des femmes) issus de tous les secteurs de l'économie se voient dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, ou alors seulement à temps partiel. D'après une étude de l'institut Ifo basé à Munich, la probabilité pour les femmes d'exercer une activité professionnelle augmente de 35 % en cas d'une prise en charge des enfants de qualité.¹

En raison de l'évolution de la conjoncture économique et des multiples défis auxquels nos sociétés sont confrontées, le manque de personnel qualifié dans le secteur social ne fera que s'accélérer, et le Luxembourg n'y fera pas exception. C'est la raison pour laquelle il importe non seulement de recruter de la main-d'œuvre au sein du pays et dans la Grande Région, mais également de promouvoir la formation initiale et continue.

La multitude des champs d'intervention, associée à la diversité des possibilités de formation initiale et continue dans le secteur social, peut offrir aux salariés une variété extraordinaire d'options de carrière, sous réserve d'un nombre suffisant de places de formation initiale et continue, en combinaison avec des possibilités d'*upskilling* et de *reskilling*. À cet égard, le Luxembourg dispose encore d'une importante marge de progression, surtout compte tenu du fait que depuis des années, le nombre de candidats surpasse largement le nombre de places disponibles dans certains domaines.

Cette étude portant sur le secteur social fournit des indications cruciales pour représenter la situation du marché du travail au Luxembourg. Les données supplémentaires apportées par le PraxisBüro permettent de broser ce tableau exhaustif et viennent démontrer la quantité et la diversité substantielles des postes dans le secteur. Malheureusement, la base de données n'est plus « alimentée » pour l'instant, de sorte que depuis 2022, il n'est plus possible d'avoir un aperçu complet.

L'étude sectorielle entend s'adresser non seulement aux employeurs et aux salariés, mais également aux scientifiques, dans l'optique d'assurer la continuité des travaux de recherche appliquée dans ce domaine pour le Grand-Duché. Elle revêt en outre une grande pertinence pour les responsables politiques en tant que groupe cible supplémentaire, puisque chaque commune abrite en son sein des institutions relevant du secteur social et que pratiquement chaque ministère au Luxembourg compte dans son champ de compétences des thématiques/organisations inhérentes au secteur social. »



Petra Böwen
*experte du secteur social,
fondatrice et ancienne
responsable du PraxisBüro de
l'Université du Luxembourg*

¹ Source : Die ZEIT, 02/03/2023, Économie : « Was kostet uns der Fachkräftemangel in den Kitas? »

Table des matières

1. Définition du secteur et chiffres clés	7
Définition du périmètre de l'étude	8
Présentation des métiers de l'action sociale	10
Chiffres clés du secteur	13
2. Tendances dans le secteur	14
Perspective des experts	15
Tendances principales	17
3. Analyse au niveau des métiers	18
Métiers de l'action sociale	19
Répartition entre domaines de travail	20
Métiers et domaines de travail	22
Répartition sectorielle	24
Pénurie des métiers	26
4. Analyse au niveau des exigences	27
Les exigences d'expérience professionnelle	28
Les exigences de qualification	29
Les exigences linguistiques	30
Les compétences recherchées	31

1. Définition du secteur et chiffres clés

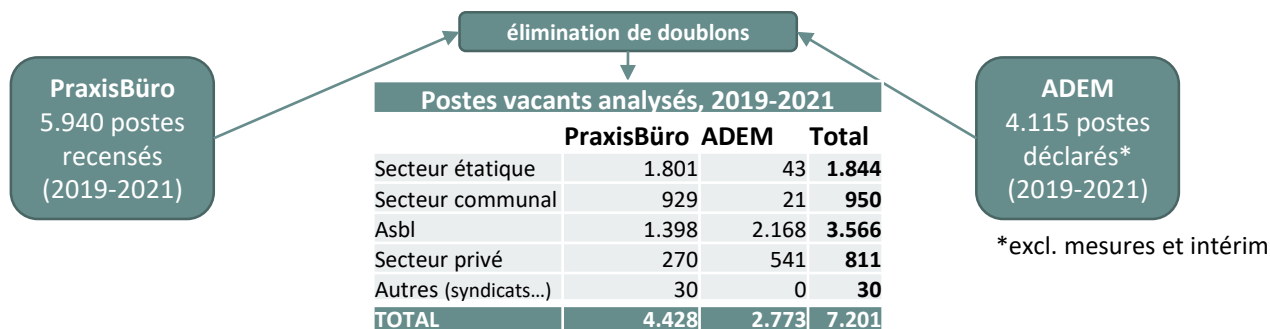


Définition du périmètre de l'étude (1/2)

Le secteur social est un pilier important de la société luxembourgeoise et joue un rôle crucial dans la promotion de l'inclusion sociale, de l'égalité des chances et du bien-être des citoyens. Il consiste entre autres en la fourniture de prestations sociales axées sur les personnes dans tous les domaines de la vie en société, « du berceau à la tombe », depuis la consultation en cas de grossesse non désirée à l'accompagnement de personnes endeuillées, en passant par la garde d'enfants, l'enseignement et le travail auprès des jeunes et des personnes âgées. Les services sociaux au Luxembourg comprennent une large gamme d'initiatives et de programmes qui offrent une aide concrète aux individus, aux groupes et aux familles confrontés à des difficultés économiques, sociales ou psychologiques. Les professionnels de ce secteur fournissent des services en apportant aux bénéficiaires une aide, un encadrement et un accompagnement, et contribuent ainsi de façon significative à notre économie et à la cohésion sociale au sein de la société.

Compte tenu de la diversité de ce secteur, sa définition et la collecte des données pour en faire une étude posent certains défis. Le marché de l'emploi dans le secteur social au Luxembourg se caractérise, côté employeurs, par l'existence de quatre types d'organismes : public/étatique, communal, à but non lucratif et de type privé, ces deux derniers types étant recensés par l'ADEM. Comme l'action sociale est en grande partie prise en charge par le secteur public (étatique et communal), qui ne réalise généralement pas son recrutement via l'ADEM mais via des plateformes comme govjobs.lu, l'ADEM ne dispose pas de données suffisantes pour réaliser une étude sur ce secteur. Pour cette raison, l'ADEM a initié une collaboration avec le PraxisBüro de l'Université du Luxembourg, qui a collecté depuis 2014 des données sur les offres d'emploi de l'action sociale. De janvier 2019 à décembre 2021, une base de donnée détaillée des offres d'emploi pour les métiers de l'action sociale (éducateurs, assistants sociaux, etc.) a été alimentée par le PraxisBüro, en se basant sur les portails govjobs.lu, fgfc.lu et jobfinder.lu, ainsi que sur les journaux Luxemburger Wort, Tageblatt et d'Lëtzebuenger Land. L'ADEM a pu consolider ce jeu de données avec ses propres données des postes déclarés, pour créer une base de données (presque) exhaustive du secteur social de 2019 à 2021. Les données de l'ADEM ne prennent en compte que les contrats de travail réguliers et non les contrats intérimaires ou les mesures en faveur de l'emploi (contrats subventionnés).

Les deux jeux de données étaient plutôt complémentaires (le PraxisBüro avait davantage de données sur les offres d'emploi du secteur étatique et communal, tandis que l'ADEM en avait plus sur le secteur associatif et privé) et les doublons ont pu être identifiés et supprimés. Au total, 7.201 postes (4.428 du PraxisBüro et 2.773 de l'ADEM) ont pu être analysés.



Définition du périmètre de l'étude (2/2)

Pour pouvoir lier les deux jeux de données, l'ADEM a adopté la définition sectorielle du PraxisBüro et les offres d'emploi des métiers suivants ont été retenues : éducateur diplômé, éducateur gradué, aide-éducative, spécialiste en sciences humaines, expert en sciences humaines, assistant social, aide senior/aide socio-familiale, auxiliaire de vie, conseiller en emploi/en formation, encadrant technique, responsable/coordonateur dans l'action sociale. Ces métiers sont brièvement présentés sur les pages 10 à 12.

Il est donc important de noter que la présente étude analyse les métiers de l'action sociale (comme énumérés ci-dessus) et non le secteur dans son entièreté. Elle exclut ainsi les métiers de la santé (infirmiers, aides-soignants, et psychologues), qui sont couverts par l'étude sectorielle *Santé et Soins*, ainsi que certains autres métiers (administratifs, par exemple) existant dans ce secteur.

Pour ces métiers de l'action sociale, les domaines d'intervention peuvent être très variés. Afin d'analyser les domaines d'intervention concernés, l'ADEM a également adopté la définition du PraxisBüro, qui regroupe six domaines d'intervention différents, de la petite enfance aux personnes âgées, et de la criminalité aux personnes avec un handicap.

Domaines d'intervention de l'action sociale

Enfance, jeunesse et famille	Discrimination et égalité des chances	Criminalité et resocialisation	Personnes âgées et dépendance aux soins	Emploi et formation des adultes	Santé
Conseil aux familles	Travail social avec des personnes présentant un handicap	Assistance de probation	Aide aux personnes âgées, soins et prise en charge en ambulatoire	(Ré)insertion sociale et professionnelle	Psychiatrie/psychologie
Accueil de jour pour enfants	Aide internationale au développement	Prévention et intervention en matière de violence	Foyers de jour pour personnes âgées	Formation initiale et continue	Aides aux personnes dépendantes ou toxicomanes
Aide à l'éducation pour les parents	Genre, sexualité et orientation sexuelle	Assistance judiciaire	Aide aux personnes âgées, soins et prise en charge en institution	Aide à l'orientation professionnelle des jeunes	Service social hospitalier
Travail de jeunesse en milieu ouvert	Travail social avec des femmes	Assistance judiciaire à la jeunesse	Réadaptation gériatrique	Conseil aux personnes sans emploi	Prévention et promotion de la santé
Services d'aide à l'enfance et à la jeunesse en institution	Pauvreté, exclusion sociale	Travail social en milieu pénitentiaire	Travail social avec des personnes âgées		Soins en hospice et palliatifs
Travail social en milieu scolaire	Migration et réfugiés		Accompagnement de personnes endeuillées		
Éducation précoce	Aide au logement et aux sans-abris				
Travail d'éducation en internat	Travail social avec des hommes				
Éducation sexuelle et affective	Divers services de consultation				
Conseil conjugal et relationnel	Travail communautaire				
Conseil en divorce					
Adoption					
Placement d'enfants en famille d'accueil					

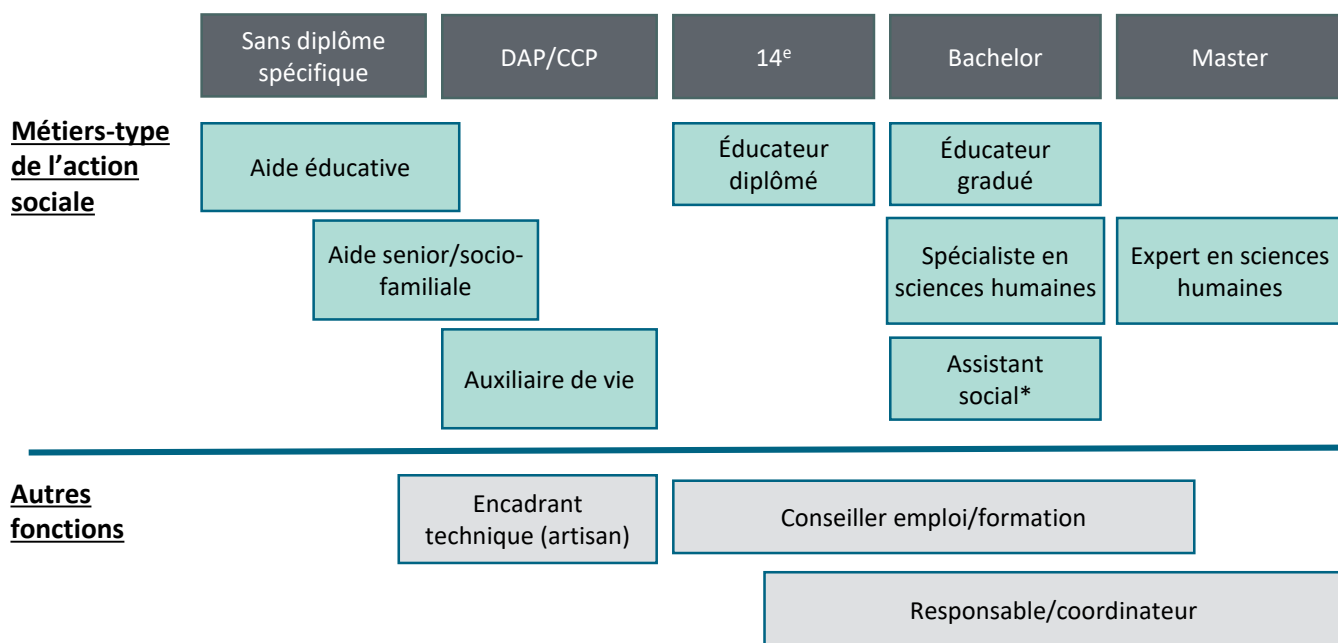
Source: Böwen, P., Flammang, M. (2021) „Die Vielfalt der Sozialen Arbeit in Luxemburg und die Arbeitsmarktzahlen 2021“, <https://orbilu.uni.lu/handle/10993/50704> – traduit vers le français

Présentation des métiers de l'action sociale (1/3)

Comme précisé sur la page suivante, cette étude couvre les principaux métiers de l'action sociale, en distinguant les métiers-type et les fonctions connexes.

Une spécificité de l'action sociale est que certaines professions sont réglementées et requièrent une reconnaissance du diplôme et une autorisation d'exercer. Ceci rend l'accès à ce secteur particulièrement compliqué (surtout pour les ressortissants de pays tiers).

Les métiers de l'action sociale s'étendent sur différents niveaux de qualification: de métiers sans qualification formelle (comme l'aide-éducative) aux profils de Master (comme l'expert en sciences humaines).



* Pour des raisons historiques, le métier de l'assistant social appartient aux professions (réglementées) de la santé au Luxembourg.

Ces différents métiers sont précisés dans les pages suivantes.

Présentation des métiers de l'action sociale (2/3)

Aide éducative

Rôle : accueil et encadrement des enfants, aide dans les tâches de la vie quotidienne (habillage, prise de repas...), activités et jeux avec enfants...

Domaines d'intervention principaux : petite enfance (crèches, maisons relais...)

Diplôme exigé : pas de diplôme, mais une formation en cours d'emploi peut être exigée

Éducateur diplômé

Rôle : activités socio-éducatives, élaboration de projets pédagogiques, encadrement des personnes prises en charge

Domaines d'intervention principaux : toutes formes de garde et d'encadrement d'enfants, foyers d'accueil pour enfants et adolescents, maisons de jeunes, accompagnement de personnes âgées et de personnes vulnérables et dans le secteur du handicap

Diplôme exigé : Diplôme d'État d'éducateur + autorisation d'exercer

Éducateur gradué

Rôle : activités socio-éducatives individuelles et transversales, élaboration de projets pédagogiques, direction des activités et gestion d'équipes

Domaines d'intervention principaux : toutes formes de garde et d'encadrement d'enfants, foyers d'accueil pour enfants et adolescents, maisons de jeunes, âgées et personnes vulnérables et dans le secteur du handicap

Diplôme exigé : Bachelor (sciences sociales et éducatives)

Spécialiste en sciences humaines / Pédagogue (Bachelor)

Rôle : principalement, prise en charge de personnes vulnérables, mais peut avoir diverses fonctions

Domaines d'intervention principaux : principalement secteur du handicap, mais peut travailler dans tous les domaines

Diplôme exigé : Bachelor (sciences sociales et éducatives)

Expert en sciences humaines / Pédagogue (Master)

Rôle : principalement prise en charge de personnes/élèves vulnérables et assurance qualité des structures, mais peut avoir diverses fonctions

Domaines d'intervention principaux : secteur du handicap, conseil aux familles, travail social en milieu scolaire...

Diplôme exigé : Master (sciences sociales et éducatives)

Présentation des métiers de l'action sociale (3/3)

Aide senior/socio-familiale

Rôle : prise en charge quotidienne (tâches domestiques, soins de base...) de personnes dépendantes aux soins

Domaines d'intervention

principaux : aide aux personnes âgées, aide aux personnes présentant un handicap, aide à l'enfance et à la famille

Diplôme exigé : certificat d'aide socio-familiale (ASF), depuis 2023 un nouveau CCP d'assistant d'accompagnement

Auxiliaire de vie

Rôle : prise en charge quotidienne (tâches domestiques, soins de base...) de personnes dépendantes de tout âge

Domaines d'intervention

principaux : petite enfance, aide aux personnes âgées, aide aux personnes présentant un handicap

Diplôme exigé : DAP Auxiliaire de vie + autorisation d'exercer (sera remplacé par DAP Agent socio-pédagogique et DAP Inclusion)

Assistant social

Rôle : travail social avec personnes défavorisées ou vulnérables, coordination d'activités et aide aux démarches administratives

Domaines d'intervention

principaux : pauvreté et exclusion sociale, migration et réfugiés, sans-abris, jeunes défavorisés, réinsertion sociale et professionnelle, secteur du handicap, SCAS, ONE, service social hospitalier...

Diplôme exigé : Bachelor (sciences sociales et éducatives) + autorisation d'exercer

Conseiller en emploi/formation

Rôle : conseil en matière de recherche d'emploi et/ou de formation

Domaines d'intervention

principaux : services de l'emploi, d'orientation professionnelle et de formation pour adultes

Diplôme exigé : souvent un Bachelor ou Diplôme d'État d'Éducateur, parfois un Master (des diplômes hors du domaine social peuvent être acceptés)

Encadrant technique (artisan)

Rôle : encadrement d'apprentissage d'un sujet technique pour une personne en situation de handicap ou en difficultés sociales ou scolaires

Domaines d'intervention

principaux : ateliers protégés, centres d'insertion socio-professionnelle

Diplôme exigé : souvent un DAP dans le domaine de l'encadrement (jardinage, menuiserie, mécanique...)

Responsable/coordinateur

Rôle : coordonner ou prendre la responsabilité pour les activités de la structure

Domaines d'intervention

principaux : tous les domaines de l'action sociale

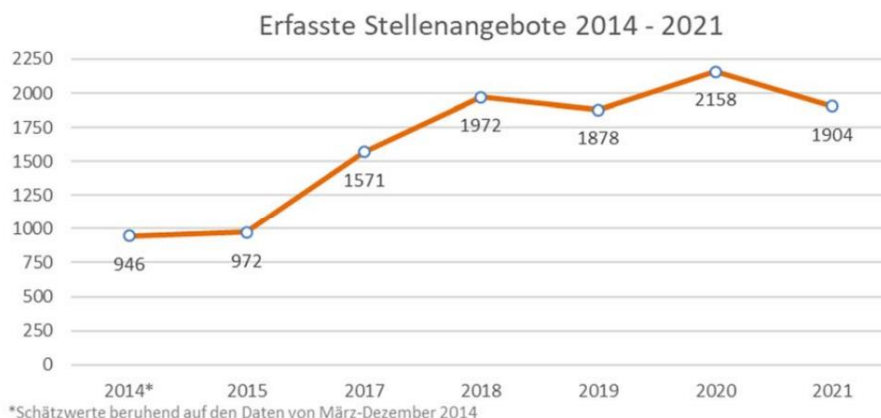
Diplôme exigé : Bachelor ou Master dans le domaine social (et souvent une expérience professionnelle significative)

Chiffres clés du secteur

La base de données combinées du PraxisBüro et de l'ADEM montre qu'environ 2.500 postes vacants étaient publiés par année pour des métiers de l'action sociale; la majorité par des associations sans but lucratif, suivis par le secteur étatique. En totalité, ce sont 7.201 postes de l'action sociale qui ont été déclarés entre 2019 et 2021.

Postes recensés (PraxisBüro + ADEM)	2019	2020	2021	Total	%
Secteur étatique	619	692	533	1.844	26%
Secteur communal	314	324	312	950	13%
Associations sans but lucratif	1.108	1.210	1.248	3.568	50%
Secteur privé	293	265	253	811	11%
Autres (syndicats...)	7	18	5	30	0%
Total	2.341	2.509	2.351	7.201	100%

Les données des années 2019 à 2021 ne permettent pas d'analyser des tendances de croissance, notamment parce que la pandémie du Covid-19 a eu des effets particuliers sur les recrutements en 2020 et 2021. Cependant, les postes recensés par l'Université entre 2014 et 2021 témoignent d'une croissance importante de la demande pour ces métiers.



Source : PraxisBüro (2022): Die Vielfalt der Sozialen Arbeit in Luxemburg und die Arbeitsmarktzahlen 2021

Sur cette même période, l'emploi salarié dans le secteur NACE « Q88 – Action sociale sans hébergement », qui couvre une grande partie de l'action sociale, est passé de 12.610 salariés en mars 2014 à 19.090 salariés en mars 2022.¹

¹ <https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/statistiques/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-stock-emploi.html>

2. Tendances dans le secteur



Perspective des experts

Conseillers employeurs de l'ADEM pour le secteur socio-éducatif

« Le secteur social s'est fortement développé depuis l'entrée en vigueur de la loi ASFT. Notamment le secteur de la petite enfance qui a connu, avec la multiplication des structures d'accueil, un attrait et un développement fulgurant en terme de nombre d'emplois. Mais le secteur est bien plus hétéroclite et couvre de vastes champs d'intervention répondant à des besoins sociétaux et aux problèmes sociaux rencontrés par la population dans tous les domaines de la vie.

Les diplômes proposés au Luxembourg sont généralistes dans le sens où ils permettent à leurs titulaires d'accéder à cette variété d'emplois. Mais en même temps, les compétences requises dans ces différents champs d'intervention deviennent de plus en plus spécifiques. Face à la pénurie de main-d'œuvre évidente, le secteur devra se doter d'une réelle stratégie d'attraction et de rétention de talents, tandis qu'une offre de formation continue adaptée devra non seulement permettre aux employés du secteur de développer leurs compétences professionnelles, mais aussi permettre à ceux qui le désirent de transiter plus facilement entre différents champs d'intervention. Finalement, le secteur connaît également un considérable attrait auprès de personnes qui, en milieu de carrière professionnelle, souhaitent se réorienter vers un métier « plus utile ». Il ne faut donc pas délaissier les besoins d'*upskilling* voire de *reskilling* du personnel en activité et en reconversion, pour faciliter et accompagner leurs transitions de carrière.

Il va sans dire que l'ADEM et son Service employeurs sont à l'écoute de tous les acteurs et sont prêts à les accompagner dans leurs démarches d'attraction et de rétention de talents. »

Petra Böwen

« La présente étude démontre de façon explicite et concrète la diversité et l'importance que revêt le secteur social pour les personnes et l'économie au Luxembourg. Pour être paré à relever les défis à venir (croissance démographique, pénurie de logements, maintien en tant que centre d'activités économiques...), il importe de continuer à développer le secteur social et de lui conférer encore davantage de capacité d'action. Le manque flagrant actuel de main-d'œuvre qualifiée à tous niveaux n'ira qu'en s'accroissant. Les besoins en professionnels ne cesseront de croître d'un point de vue quantitatif et qualitatif, et il ne s'avérera pas non plus possible à l'avenir d'y subvenir au seul niveau national. Les importantes améliorations en termes de qualité mises en œuvre par le biais de la professionnalisation progressive des formations dans le domaine social/éducatif à tous les niveaux depuis le début des années 1970 (que ce soit dans l'enseignement professionnel, technique ou universitaire) ne sont pas achevées. Compte tenu de la diversité des formations, ainsi que des champs d'intervention et des différents domaines de compétences politiques qui y sont liés, il serait utile que le Luxembourg se dote d'un cadre de qualification national unique pour le travail social et éducatif. »

FEDAS Luxembourg

« En tant que fédération patronale du secteur social, nous observons de plus en plus de difficultés chez nos membres pour recruter le personnel nécessaire, en nombre et en qualifications. L'augmentation exponentielle des besoins, soulignée par cette étude, est en inadéquation avec l'augmentation lente du nombre de professionnels formés dans les métiers du secteur social. Certains postes ouverts, notamment les postes très spécialisés, restent à pourvoir, parfois pendant des années, même si le service ou l'équipe en aurait besoin pour mener à bien ses missions. Il en résulte une pression sur les employeurs et les employés qui n'ont pas d'influence sur l'évolution de la demande pour leurs services, et doivent donc répondre aux besoins réels, même si leurs ressources humaines ne le permettent pas. Bien que la FEDAS soit témoin des efforts importants déployés par ses membres et de l'ingéniosité du secteur social pour continuer à œuvrer en faveur des bénéficiaires de l'aide sociale, dans le but d'offrir des services de haute qualité, nous appelons les décideurs politiques à investir dans la formation initiale et continue des métiers sociaux, à promouvoir les passerelles entre les différents métiers, à reconnaître les diplômes de personnes ayant étudié à l'étranger, et en résumé, à valoriser ces métiers. »

Tendances principales (1/2)

Tendances sociétales

- Croissance de la population → besoin accru en structures pour enfants, et en structures d'accueil et d'offres ambulatoires pour la plupart des prestations sociales
- Croissance des enfants et adultes à besoins spécifiques
- Vieillesse de la population → besoin en services sociaux pour personnes âgées
- Diversification des défis sociétaux, des domaines d'intervention et des exigences linguistiques
- Parents qui travaillent à deux à temps plein → besoins de prise en charge des enfants
- Augmentation des élèves à besoins spécifiques ou présentant des vulnérabilités en contexte scolaire
- Nouvelles vagues de réfugiés depuis 2015 (Syrie, Érythrée, Ukraine...)
- Diminution de l'accessibilité du logement et augmentation du risque de pauvreté

Tendances technologiques

- Les technologies facilitent certaines tâches mais introduisent aussi de nouvelles tâches (administratives)
- Robots sociaux (comme la société luxembourgeoise [LuxAI](#)) capables d'interagir avec des publics à besoins spécifiques, mais risque de diminution des contacts sociaux
- Les technologies peuvent faciliter l'inclusion de certains publics (les personnes en situation de handicap [par exemple](#)) mais risquent aussi de les exclure, notamment les personnes vulnérables (l'inclusion numérique devient crucial)

Tendances juridiques / réglementaires

- Législation complexe, multitude de lois et règlements grand-ducaux dans le domaine social et adaptations récentes (REVIS, AEF, logement, chèque-service accueil, immigration et protection internationale et temporaire, violence domestique, ASFT et ses règlements...)
- L'intervention de différents ministères dans le domaine rend la gestion et l'accompagnement complexe
- La loi de 2016 sur la création des sociétés d'impact sociétal (SIS) favorise l'économie sociale et solidaire

Tendances environnementales

- La mise en œuvre des 17 objectifs du développement durable (ONU, 2015) qui guident l'action gouvernementale
- L'augmentation de coûts suite à la crise énergétique et visant à faciliter les transitions environnementales impacte les ménages à faible revenu

Tendances principales (2/2)

Tendances organisationnelles / économiques

- Les tâches administratives augmentent et peuvent être considérées comme un levier stratégique (recrutement de talents, positionnement sur le marché, communication aux bénéficiaires...), mais elles introduisent une lourdeur bureaucratique qui peut entraver l'agilité de l'action sociale et s'avère difficile à gérer pour les petites structures notamment
- Assurance-qualité, critères de qualité, procédures, contrôle
- Dépendance à la situation dans la Grande Région

Tendances de l'emploi

- Pénurie de main-d'œuvre accrue, avec un impact sur la flexibilité concernant certaines exigences (expérience professionnelle par exemple)
- Les agréments étatiques exigent souvent des quotas de personnel par niveau de qualification (avec des conséquences budgétaires)
- Contrats CDD pour faire face aux contraintes budgétaires (impact sur le chômage)
- Importance d'avoir des équipes pluridisciplinaires dans différents domaines de travail pour faire face à l'augmentation de la complexité du domaine
- Télétravail rarement possible dans ce secteur qui dépend du contact humain (risque de disparités entre métiers et reconversions professionnelles)

Tendances de la formation

- Nouvelle passerelle d'un an vers le diplôme d'éducateur
- Nouveaux DAP agent socio-pédagogique et DAP inclusion pour remplacer le DAP auxiliaire de vie
- Transformation du certificat d'aide socio-familiale (ASF) en CCP assistant d'accompagnement au quotidien
- Formations de plus en plus spécialisées pour certains domaines d'intervention, ce qui peut rendre les réorientations au sein du secteur (vers un autre domaine d'activité par exemple) plus complexes
- Importance pour les employeurs de pouvoir former le personnel en milieu de travail, importance de la formation continue en tant que levier pour développer des compétences en miroir à la complexité des besoins exprimés par les bénéficiaires de l'aide sociale

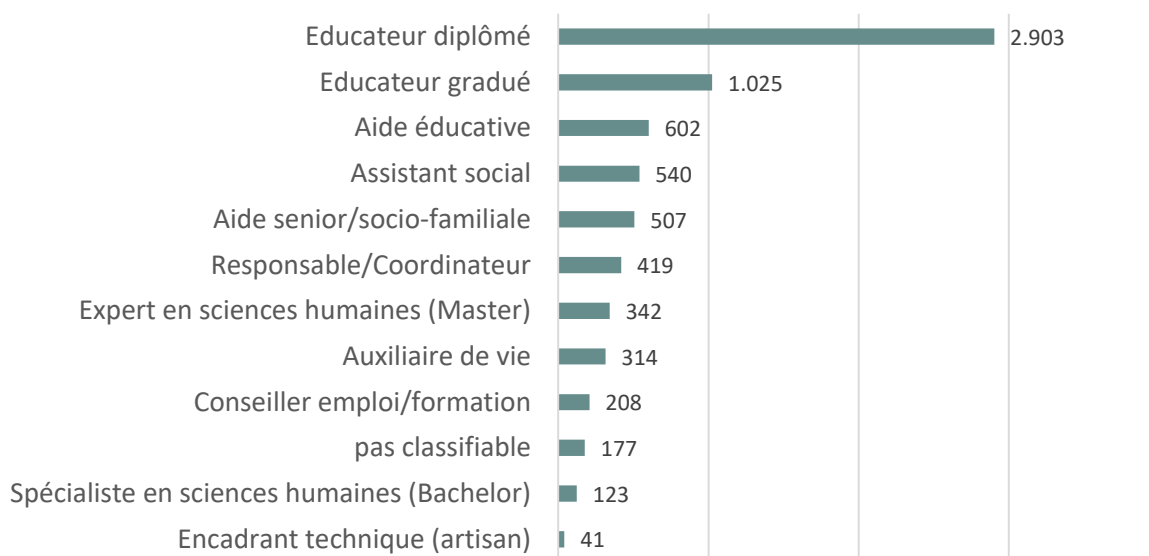
3. Analyse au niveau des métiers



Métiers de l'action sociale

L'analyse des postes déclarés par métier de l'action sociale témoigne d'une dominance majoritaire des éducateurs dans ce secteur. En effet, 54% des postes vacants de l'action sociale sont des postes d'éducateur diplômé (2'903 postes déclarés sur 3 ans) ou gradué (1'025). Suivent ensuite les métiers de l'aide éducative (602), assistant social (540) et aide senior/socio-familiale (507) représentant ensemble 23% du marché.

Métiers de l'action sociale - Postes (2019-2021) par métier



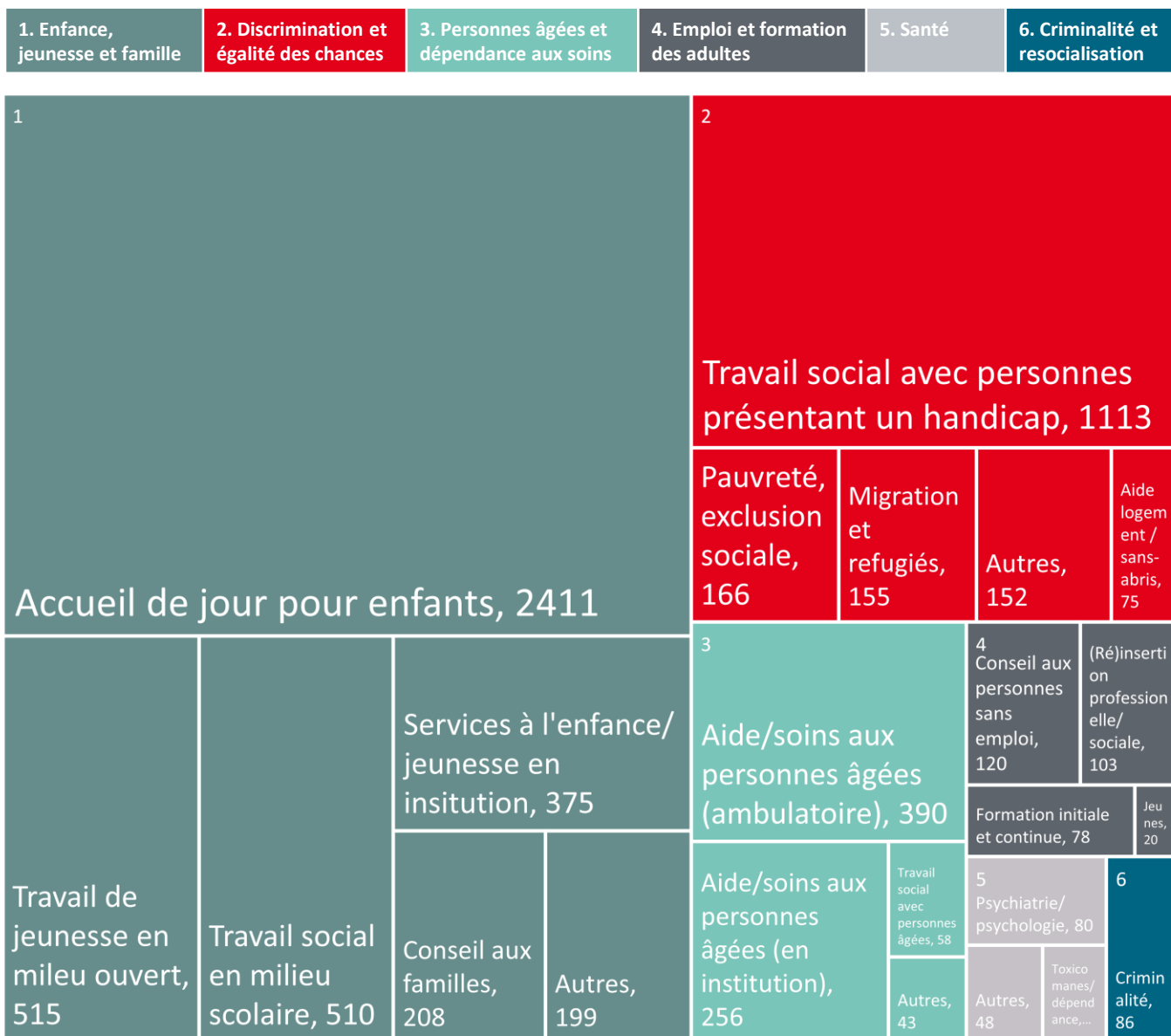
Le tableau suivant montre l'évolution du nombre de postes déclarés des métiers de l'action sociale de 2019 à 2021. Une période de trois ans (qui a en plus été touchée par la pandémie) ne semble pas être suffisante pour en tirer des conclusions sur les tendances de croissance des différents métiers. Au Luxembourg, des adaptations législatives peuvent avoir des répercussions importantes sur l'évolution en terme d'emploi de ces différents métiers.

Métier	2019	2020	2021	Total	%
Éducateur diplômé	968	989	946	2.903	40%
Éducateur gradué	378	366	281	1.025	14%
Aide éducative	159	215	228	602	8%
Assistant social	196	168	176	540	7%
Aide senior/socio-familiale	174	133	200	507	7%
Responsable/Coordinateur	118	166	135	419	6%
Expert en sciences humaines (Master)	85	143	114	342	5%
Auxiliaire de vie	89	100	125	314	4%
Conseiller emploi/formation	59	104	45	208	3%
pas classifiable	70	64	43	177	2%
Spécialiste en sciences humaines (Bachelor)	34	46	43	123	2%
Encadrant technique (artisan)	11	15	15	41	1%
Total	2.341	2.509	2.351	7.201	100%

Répartition entre domaines de travail (1/2)

L'illustration suivante révèle le nombre de postes déclarés par domaine et sous-domaine de l'action sociale sur la période de 2019 à 2021. Le domaine de l'enfance, jeunesse et famille se retrouve en première place avec plus de 59% des postes déclarés, dont plus que la moitié pour l'accueil de jour pour enfant. Le domaine de la discrimination et de l'égalité des chances se retrouve en deuxième position, avec 23% des postes déclarés, dont la grande majorité pour le travail social avec des personnes présentant un handicap. Les domaines des personnes âgées et dépendance aux soins (10%), l'emploi et formation des adultes (4%), la santé (2%) et la criminalité et resocialisation (1%) suivent.

Postes (2019 - 2021) par domaine et sous-domaine de travail



Répartition entre domaines de travail (2/2)

Le tableau ci-dessous fournit le détail sur le nombre de postes par domaine et sous-domaine.

Domaines de travail	Précisions / Exemples d'employeurs (non exhaustif)	Postes 2019-2021
Enfance, jeunesse et famille		4.218
Accueil de jour pour enfants	Crèches, foyers de jour, maisons relais, ...	2.411
Travail de jeunesse en milieu ouvert	Maisons des jeunes, Clubs de jeunes, Caritas streetwork, ...	515
Travail social en milieu scolaire	Cepas, Sepas...	510
Services d'aide à l'enfance et à la jeunesse en institution	Foyers/centres d'accueil	375
Conseil aux familles	Fondation Pro Familia, Initiative Liewensufank...	208
Travail d'éducation en internat	Incl. Centres socio-éducatifs de l'État	157
Placement d'enfants en famille d'accueil	Placement familial de Arcus / de la Croix-Rouge...	20
Éducation précoce	Initiativ Liewensufank, Alupse Bébé...	11
Aide à l'éducation pour les parents	Anne asbl, Caritas Jeunes et Familles...	10
n/a		1
Discrimination et égalité des chances		1.661
Travail social avec personnes présentant un handicap	Aide précoce, aide en milieu scolaire, aide ambulatoire et en institution, aide au travail, ...	1.113
Pauvreté, exclusion sociale	Office social, épiceries sociales, Stëmm vun der Strooss...	166
Migration et réfugiés	Travail social avec familles migrantes/réfugiés/ demandeurs d'asile, aide hébergement, aide intégration	155
Aide au logement et aux sans-abris	Waneraktioun, Agence immobilière sociale, CNDS Wunnen...	75
Divers services de consultation	Conseiller syndical...	58
Travail social avec des femmes	Femmes en détresse, foyers d'accueil, centres de consultation...	47
Travail communautaire	Travail communautaire Inter-Actions, ASTL...	20
Aide internationale au développement	Médecins sans frontières, UNICEF, SOS Faim...	15
Genre, sexualité et orientation sexuelle	CID – Fraen an Gender, Rosa Lëtzebuerg...	8
Travail social avec des hommes	InfoMann...	4
Personnes âgées et dépendance aux soins		747
Aide/soins aux personnes âgées (prise en charge ambulatoire)	HELP, Hëllef Doheem, Verbandskëscht...	390
Aide/soins aux personnes âgées (prise en charge en institution)	CIPA, maisons de retraite, ...	256
Travail social avec personnes âgées	Club Senior, Amiperas...	58
Foyers de jour pour personnes âgées	HELP Foyer de jour, Association Luxembourg Alzheimer, ...	22
Réadaptation gériatrique	Service dans les hôpitaux	15
Accompagnement de personnes endeuillées	Omega90, Trauerwee...	6
Emploi et formation des adultes		321
Conseil aux personnes sans emploi	ADEM, ateliers d'inclusion professionnelle, ateliers protégés, ...	120
(Ré)insertion professionnelle/ sociale	CIGL/CIGR, Forum pour l'emploi, Initiativ rëm schaffen, ProActiv...	103
Formation initiale et continue	Anefore, Erwuesse Bildung...	78
Aide à l'orientation professionnelle des jeunes	Agence pour la transition vers une vie autonome, SNJ...	20
Santé		168
Psychiatrie/ psychologie	Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale , Réseau Psy...	80
Aide aux personnes dépendantes ou toxicomanes	Abrigado, Quai 57...	40
Prévention et promotion de la santé	Conseils HIV, Ligue Médico-sociale...	24
Service social hospitalier		22
Soins en hospice et palliatifs		2
Criminalité et resocialisation		86
Assistance judiciaire à la jeunesse	SCAS	38
Travail social en milieu pénitentiaire	Centres socio-éducatifs de l'Etat, Centres pénitentiaires	29
Assistance de probation	SCAS – service de probation	15
Prévention et intervention en matière de violence	Riicht Eras (Croix-Rouge), Eng Chance géint Gewalt (Inter-Actions)	4
Total		7.201

Métiers et domaines de travail (1/2)

La répartition des postes par métier et domaine de travail permet de mettre en évidence les principaux métiers recherchés selon le domaine.

- Concernant le domaine de *l'Enfance, jeunesse et famille*; domaine qui, rappelons-le, représente 59% des postes de l'action sociale; le métier le plus recherché est celui d'*éducateur diplômé* (56%). Avec les *éducateurs gradués*, ils représentent à eux deux 70% des postes du domaine. Le métier de *l'aide éducative* représente quant à lui 13% du domaine. Les métiers d'*auxiliaire de vie* et de *responsable/coordonateur* suivent.
- Dans le domaine de la *Discrimination et égalité des chances*, les *éducateurs diplômés* et *gradués* sont à parts égales (21%). Les métiers de *pédagogue/expert en sciences humaines* (17%) et d'*assistant social* (16%) suivent.
- Dans le domaine *Personnes âgées et dépendance aux soins*, le métier le plus représenté est, sans grande surprise, celui de *l'aide senior/socio-familiale* (60%). Il est suivi du métier d'*éducateur diplômé* (22%).
- Le domaine de *l'Emploi et formation des adultes* est constitué majoritairement par le métier *conseiller en emploi/formation* (43%). Les métiers tels que *l'assistant social* (15%), *le responsable/coordonateur* (13%), et *l'encadrant technique* (11%) sont également représentés.
- La *Santé* est constitué par les métiers d'*éducateur gradué* (32%), *assistant social* (24%) et *éducateur diplômé* (20%).
- Enfin, dans le domaine de la *Criminalité et resocialisation*, *l'assistant social* prend la tête (65%), suivi par les *conseillers en emploi/formation* (20%).

Domaines de travail - répartition entre métiers	Enfance, jeunesse et famille	Discrimination et égalité des chances	Personnes âgées et dépendance aux soins	Emploi et formation des adultes	Santé	Criminalité et resocialisation
Éducateur diplômé	56%	21%	22%	2%	20%	5%
Éducateur gradué	14%	21%	1%	10%	32%	5%
Aide éducative	13%	3%	0%	0%	0%	1%
Assistant social	3%	16%	2%	15%	24%	65%
Aide senior/socio-familiale	0%	3%	60%	0%	1%	0%
Auxiliaire de vie	6%	2%	5%	0%	1%	0%
Spécialiste en sciences humaines/Pédagogue (Bachelor)	0%	7%	0%	1%	1%	2%
Expert en sciences humaines/Pédagogue (Master)	1%	17%	0%	2%	1%	0%
Responsable/Coordinateur	5%	5%	8%	13%	4%	2%
Conseiller emploi/formation	0%	2%	0%	43%	1%	20%
Encadrant technique (artisan)	0%	0%	0%	11%	2%	0%
non classifiable	2%	3%	1%	3%	13%	0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Métiers et domaines de travail (2/2)

La répartition par métier et domaine permet également de mettre en évidence les domaines d'activité principaux des différents métiers de l'action sociale. D'une manière générale, la majorité des métiers sont recherchés dans un ou deux domaines précis. Seuls les métiers d'*assistant social* et de *responsable coordinateur* ont une répartition plus équilibrée entre les différents domaines.

- Le métier d'*éducateur* (diplômé ou gradué) est recherché très majoritairement dans les domaines de l'*Enfance, jeunesse et famille* et de la *Discrimination et égalité des chances* (secteur du handicap).
- L'*aide éducative* est principalement demandée (92%) dans le domaine de l'*Enfance, jeunesse et famille*.
- Les *aides senior/socio-familiaux* sont principalement (88%) actifs dans le domaine des *Personnes âgées et dépendance aux soins*. 10% sont recherchés dans le domaine de la *Discrimination et égalité des chances*.
- Les *auxiliaires de vie* sont majoritairement recherchés dans le domaine de l'*Enfance, jeunesse et famille* (75%).
- En ce qui concerne les métiers de *pédagogue/spécialiste/expert en sciences humaines*, ils se retrouvent presque intégralement dans le domaine de la *Discrimination et égalité des chances* (92%).
- Les *conseillers en emploi/formation* et *encadrants techniques* sont quant à eux majoritairement dans le domaine de l'*Emploi et formation pour adulte* (67%).
- Enfin, les métiers d'*assistant social* et de *responsable/coordonateur* sont recherchés dans les différents domaines existants, avec une dominance des domaines de l'*Enfance, jeunesse et famille* et de la *Discrimination et égalité des chances*.

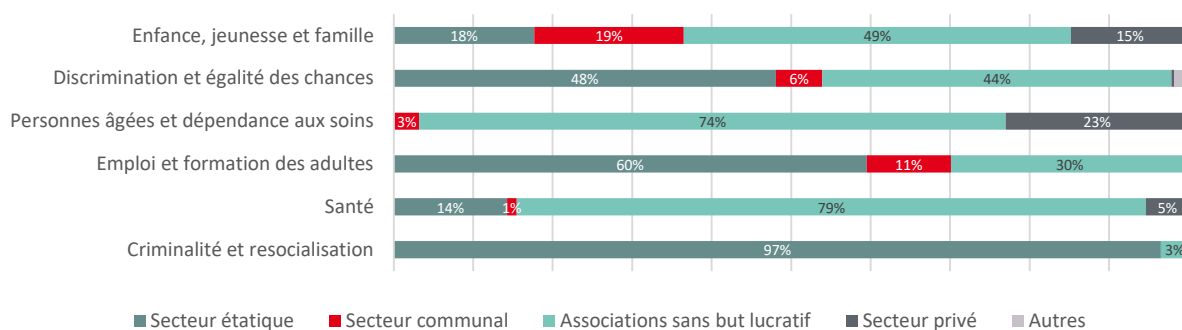
Métiers - répartition entre domaines de travail	Enfance, jeunesse et famille	Discrimination et égalité des chances	Personnes âgées et dépendance aux soins	Emploi et formation des adultes	Santé	Criminalité et resocialisation	Total
Éducateur diplômé	81%	12%	6%	0%	1%	0%	100%
Éducateur gradué	57%	33%	1%	3%	5%	0%	100%
Aide éducative	92%	7%	0%	0%	0%	0%	100%
Assistant social	20%	50%	3%	9%	8%	10%	100%
Aide senior/socio-familiale	1%	10%	88%	0%	0%	0%	100%
Auxiliaire de vie	75%	11%	13%	0%	1%	0%	100%
Spécialiste en sciences humaines/Pédagogue (Bachelor)	2%	92%	1%	2%	2%	2%	100%
Expert en sciences humaines/Pédagogue (Master)	16%	81%	0%	2%	1%	0%	100%
Responsable/Coordinateur	53%	21%	15%	10%	1%	0%	100%
Conseiller emploi/formation	4%	20%	0%	67%	1%	8%	100%
Encadrant technique (artisan)	0%	7%	0%	83%	10%	0%	100%

Répartition sectorielle (1/2)

A côté des domaines d'activité, nos données permettent également une analyse de la répartition sectorielle (public, privé, associatif) des postes.

La grande majorité des métiers de l'action sociale sont recrutés par les associations sans but lucratif (50%) et par le secteur public : secteur étatique (25%) et secteur communal (13%). Le secteur privé est quant à lui beaucoup moins représenté (11%), hormis dans les domaines des *Personnes âgées et dépendance aux soins* et de l'*Enfance, jeunesse et famille*, où il correspond respectivement à 23% et 15% du recrutement.

Répartition sectorielle des domaines de travail (postes 2019 - 2021)

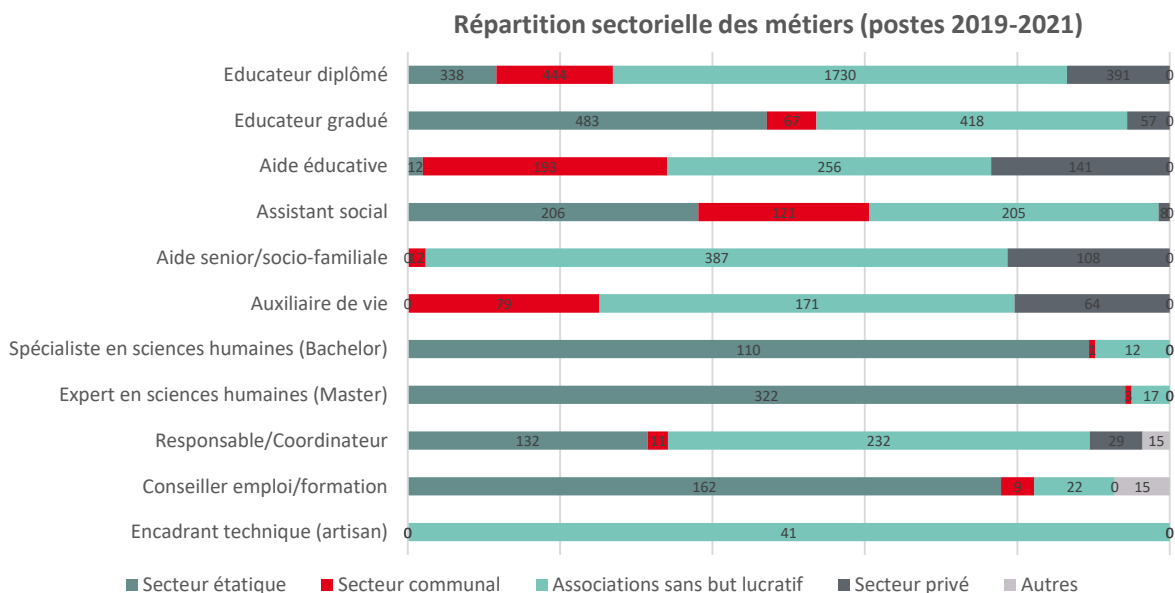


- Près d'1 poste sur 2 du domaine *Enfance, jeunesse et famille* provient d'associations sans but lucratif. Le secteur communal (19%), le secteur étatique (18%) et le secteur privé (15%) suivent.
- Le domaine *Discrimination et égalité des chances* est majoritairement représenté par des employeurs provenant du secteur étatique (48% des postes) et des associations sans but lucratif (44%).
- Concernant le domaine *Personnes âgées et dépendance aux soins*, 3 postes sur 4 proviennent des associations sans but lucratif. Le reste provient du secteur privé.
- 60% des postes concernant l'*Emploi et formation des adultes* proviennent du secteur étatique, 30% des associations sans but lucratif et 11% du secteur communal.
- Les emplois de la *Santé* issus d'associations sans but lucratif sont très majoritaires (79%). À cela s'ajoutent 14% des postes qui proviennent du secteur étatique.
- Le domaine *Criminalité et resocialisation* est presque entièrement couvert (97%) par le secteur étatique.

Postes déclarés, 2019 - 2021	Secteur étatique	Secteur communal	Associations sans but lucratif	Secteur privé	Autres	Total
Enfance, jeunesse et famille	746	794	2.054	624		4.218
Discrimination et égalité des chances	799	97	729	6	30	1.661
Personnes âgées et dépendance aux soins	1	23	551	172		747
Emploi et formation des adultes	191	34	96			321
Santé	24	2	133	9		168
Criminalité et resocialisation	83		3			86
Total	1.844	950	3.566	811	30	7.201

Répartition sectorielle (2/2)

Voici la répartition sectorielle par métier :



- Les postes pour les *éducateurs diplômés*, *aides senior/socio-familiaux* et *encadrants techniques* proviennent majoritairement des associations sans but lucratif.
- Les postes pour les *spécialistes/experts en sciences humaines* et pour les *conseillers en emploi/formation* proviennent très majoritairement du secteur étatique.
- Les autres métiers ont une répartition sectorielle plus équilibrée.

Postes déclarés, 2019 - 2021	Secteur étatique	Secteur communal	Associations sans but lucratif	Secteur privé	Autres	Total
Éducateur diplômé	338	444	1.730	391		2.903
Éducateur gradué	483	67	418	57		1.025
Aide éducative	12	193	256	141		602
Assistant social	206	121	205	8		540
Aide senior/socio-familiale		12	387	108		507
Auxiliaire de vie		79	171	64		314
Spécialiste en sciences humaines/Pédagogue (Bachelor)	110	1	12			123
Expert en sciences humaines/Pédagogue (Master)	322	3	17			342
Responsable/Coordinateur	132	11	232	29	15	419
Conseiller emploi/formation	162	9	22		15	208
Encadrant technique (artisan)			41			41
non classifiable	79	10	75	13		177
Total	1.844	950	3.566	811	30	7.201

Pénurie des métiers

Ici, nous nous intéressons au degré de pénurie des différents métiers de l'action sociale. Pour évaluer cette pénurie, les assignations (= propositions de candidats aux employeurs par les conseillers de l'ADEM) réalisées pour les postes déclarés pour les différents métiers sont prises en compte, à la fois la moyenne du nombre d'assignations par poste et le taux des offres d'emploi sans aucune assignation. Ces statistiques se basent uniquement sur les offres d'emploi déclarées à l'ADEM (excluant une grande partie des postes dans le secteur étatique et communal).

Les métiers pour lesquels le degré de pénurie apparaît le plus fort sont les éducateurs diplômés et gradués, les assistants sociaux et les aides-sociaux-familiaux. La pénurie est moins forte pour les aides-éducatives et les conseillers en emploi/formation.

	Taux d'offres* sans assignation (2019-2021)	Nbr d'offres sans assignation (2019-2021)	Moyenne assignations/poste (2019-2021)
Éducateur diplômé	48%	514	0.9
Éducateur gradué	44%	119	1.2
Aide éducative	9%	17	4.3
Assistant social	62%	104	0.7
Aide senior/socio-familiale	44%	110	1.4
Auxiliaire de vie	43%	47	1.2
Expert/Spécialiste en sciences humaines/Pédagogue **	0%	0	1.0
Responsable/Coordinateur	51%	60	1.6
Conseiller emploi/formation	9%	8	3.4
Encadrant technique (artisan)	53%	21	1.0

* Une offre d'emploi peut contenir plusieurs postes

** Manque de volumes dans les offres d'emploi de l'ADEM

4. Analyse au niveau des exigences



Les exigences d'expérience professionnelle

Exigences d'expérience professionnelle dans les offres d'emploi recensées

Postes par expérience exigée	2019	2020	2021	Total	%
1 - 5 ans	875	1.035	990	2.900	40%
> 5 ans	19	22	16	57	0,8%
aucune / sans précision	1.447	1.452	1.345	4.244	59%
Total	2.341	2.509	2.351	7.201	100%

Dans le secteur Santé et Soins, 41% des postes recensés exigent explicitement une expérience professionnelle, dont la grande majorité une expérience relativement courte (1 - 5 ans). À noter que même si aucune expérience n'est explicitement exigée dans la déclaration de poste, les employeurs ont souvent tout de même des attentes par rapport à l'expérience du candidat. En effet, comme il s'agit de métiers avec beaucoup de responsabilités (envers les bénéficiaires) et d'autonomie, l'expérience professionnelle est importante. Pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre, le secteur doit par contre être flexible et ouvrir la porte aux jeunes.

Les exigences d'expérience professionnelles sont plus élevées pour les encadrants techniques, les responsables/coordonateurs, les aides senior/socio-familiaux et les experts en sciences humaines.

Expérience exigée par métier	1 - 5 ans	> 5 ans	Aucune/ sans précision
Éducateur diplômé	33%	0,3%	67%
Éducateur gradué	34%	2%	64%
Aide éducative	29%	0,3%	71%
Assistant social	42%	1%	57%
Aide senior/socio-familiale	65%	1%	34%
Auxiliaire de vie	22%	1%	77%
Spécialiste en sciences humaines/Pédagogue (Bachelor)	58%	0%	42%
Expert en sciences humaines/Pédagogue (Master)	70%	0%	30%
Responsable/Coordinateur	69%	3%	28%
Conseiller emploi/formation	56%	1%	43%
Encadrant technique (artisan)	76%	7%	7%

Les exigences de qualification

Exigences de qualification dans les offres d'emploi recensées

Diplôme (ISCED)	Postes 2019 -2021	%	Spécialisations demandées
0 Aucun	1.219	17%	
3A DAP	350	5%	Auxiliaire de vie ; autres DAP pour l'encadrement technique en réinsertion professionnelle
3C Secondaire (BAC)	12	0,2%	
4A Éducateur	2.946	41%	Éducateur
4B Brevet de maîtrise	2	0,0%	
5 Supérieur de type court (BTS)	7	0,1%	
6 Bachelor	2.040	28%	Sciences sociales et éducatives (Éducateur gradué ; Assistant social ; Psychopédagogie/Sonderpädagogik)
7 Master	590	8%	Sciences sociales et éducatives ; Sciences humaines ; Psychologie ; Management

Les niveaux de qualification sont structurés selon la classification internationale ISCED. Le diplôme le plus exigé et celui de l'Éducateur diplômé, suivi par le Bachelor avec une spécialisation d'Éducateur gradué, d'Assistant social ou de Psychopédagogue (*Sonderpädagogog*).

Le tableau à droite détaille la répartition par domaine de travail.

Domaine de travail	Diplômes exigés (2019 - 2021)
Enfance, jeunesse et famille	4A Éducateur (55%, 2.309 postes), 6 Bachelor (20%, 848), 0 Aucun (15%, 620), 3A DAP (6%, 240), 7 Master (4%, 170), Autres (1%)
Discrimination et égalité des chances	6 Bachelor (49%, 810), 4A Éducateur (22%), 7 Master (20%), Autres (10%)
Personnes âgées et dépendance aux soins	0 Aucun (60%, 451), 4A Éducateur (22%, 161), 6 Bachelor (8%, 61), 3A DAP (5%, 41), Autres (4%)
Emploi et formation des adultes	6 Bachelor (45%, 143), 4A Éducateur (23%, 73), 7 Master (17%, 54), 3A DAP (7%, 24), Autres (8%)
Santé	6 Bachelor (60%, 100), 4A Éducateur (21%, 36), 7 Master (10%, 17), Autres (9%)
Criminalité et resocialisation	6 Bachelor (91%, 78), Autres (9%)

Le DAP inclusion viendra finaliser (après l'introduction du DAP agent socio-éducatif à la rentrée scolaire 2022/2023) la transition du DAP auxiliaire de vie, qui habilitait à travailler dans tous les domaines du secteur social et de la santé, vers des formations plus adaptées aux besoins des secteurs spécifiques. En l'occurrence, le DAP inclusion doit qualifier les titulaires à travailler dans la prise en charge de personnes à besoins spécifiques ou en situation de handicap, que ce soit pour la planification et l'organisation d'activités adaptées ou pour fournir une assistance individuelle aux personnes ayant des besoins spécifiques. La formation sera proposée pour cette rentrée scolaire uniquement en apprentissage initial, les autres formes venant ultérieurement.

Les exigences linguistiques

Les connaissances en langues sont structurées selon les niveaux CECR (Cadre Européen Commun de Référence pour les langues), et captent les exigences quant aux trois langues du pays (luxembourgeois, français et allemand) ainsi que l'anglais.

On peut constater que les exigences linguistiques sont très élevées dans ce secteur (à la fois en luxembourgeois, français et allemand) et ont même augmenté entre 2019 et 2021.

Ceci peut renforcer le défi de la pénurie de main-d'œuvre. Pour cette raison, certains employeurs se montrent plus flexibles par rapport à la maîtrise des langues (pour le luxembourgeois, un niveau plus basique peut parfois suffire si on accepte d'apprendre en milieu de travail). Il faut néanmoins noter que la maîtrise des langues est un facteur important et parfois indispensable pour faciliter le rapport avec les bénéficiaires des services sociaux, notamment les publics plus vulnérables. Il peut aussi s'agir d'une exigence réglementaire dans certains agréments.

La vue détaillée des métiers montre que les exigences sont particulièrement fortes pour les éducateurs diplômés, les pédagogues, les assistants sociaux, les encadrants techniques et les conseillers en matière d'emploi ou de formation.

Exigences linguistiques dans les offres d'emploi recensées

% des postes qui exigent au moins un niveau intermédiaire	2019	2020	2021	Total
DE	78%	84%	87%	83%
FR	87%	92%	95%	91%
ENG	11%	8%	11%	10%
LU	90%	93%	95%	92%

Exigences linguistiques par métier	DE	FR	ENG	LU
Éducateur diplômé	78%	89%	9%	90%
Éducateur gradué	90%	94%	10%	96%
Aide éducative	73%	87%	8%	89%
Assistant social	92%	96%	20%	95%
Aide senior/socio-familiale	79%	87%	2%	94%
Auxiliaire de vie	70%	87%	2%	91%
Spécialiste en sciences humaines/Pédagogue (Bachelor)	97%	98%	6%	98%
Expert en sciences humaines/Pédagogue (Master)	99%	99%	8%	99%
Responsable/Coordinateur	91%	97%	17%	95%
Conseiller emploi/formation	98%	98%	13%	98%
Encadrant technique (artisan)	95%	98%	5%	98%

Les exigences en anglais sont plus fortes pour les assistants sociaux et les responsables/coordonateurs. Avec la diversification des bénéficiaires (par exemple services aux réfugiés), les exigences linguistiques se diversifient également.

Exigences linguistiques par domaine	DE	FR	ENG	LU
Enfance, jeunesse et famille	79%	90%	11%	90%
Discrimination et égalité des chances	90%	94%	11%	96%
Personnes âgées et dépendance aux soins	77%	88%	3%	94%
Emploi et formation des adultes	97%	98%	11%	99%
Santé	83%	93%	8%	95%
Criminalité et resocialisation	99%	98%	10%	98%

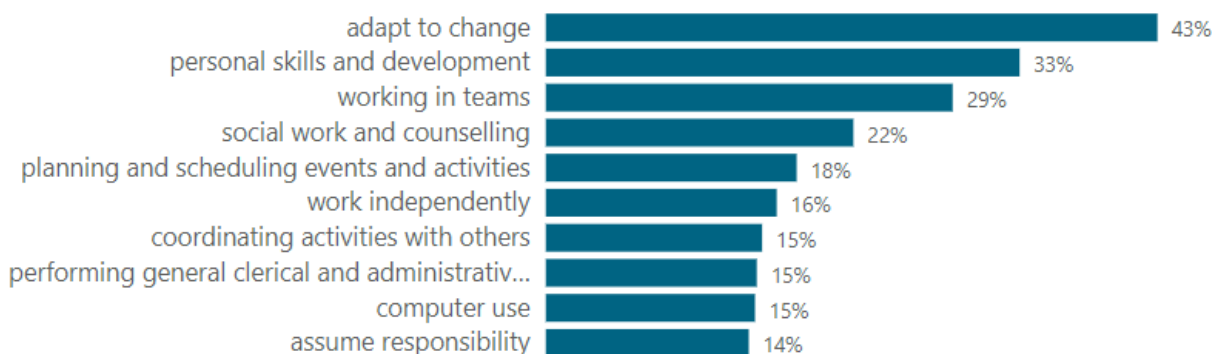
Les exigences linguistiques sont élevées dans tous les domaines d'intervention, mais un peu moins strictes dans le domaine du travail avec les personnes âgées.

Les compétences recherchées

Pour pouvoir analyser les informations dans les descriptifs des déclarations de poste, l'ADEM a appliqué des méthodes de *text mining* (analyse automatisée de texte) aux descriptifs des offres d'emploi de janvier 2015 à avril 2021, permettant d'extraire les compétences mentionnées de manière structurée. Les compétences sont captées selon le référentiel européen des compétences ESCO. Ces statistiques se basent uniquement sur les offres d'emploi déclarées à l'ADEM, et pas sur celles recensées par l'Université.

Dans le domaine de l'action sociale, la compétence la plus recherchée est l'adaptation au changement (voire la flexibilité), ce qui est le cas pour la plupart des secteurs, avec 43% des offres concernées. Les compétences personnelles (correspondant à la communication) et le travail en équipe sont également fortement demandés. Sans surprise, les compétences de travail social et l'autonomie se trouvent aussi parmi cette liste.

Dix compétences les plus recherchées dans les offres d'emplois - métiers de l'action sociale – 2015-2021



L'évolution des compétences recherchées suit une trajectoire croissante entre 2015 et 2021, notamment pour les compétences suivantes :

Compétences en croissance dans les offres d'emplois - métiers de l'action sociale

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
assume responsibility	11%	8%	12%	15%	13%	16%	24%
work independently	13%	13%	12%	14%	19%	19%	23%
social pedagogy	15%	12%	19%	19%	24%	28%	28%
think proactively	4%	3%	5%	7%	6%	9%	9%
cope with pressure	1%	1%	4%	6%	5%	4%	5%
provide information	1%	1%	2%	4%	4%	2%	5%
be attentive		0%	1%	1%	1%	2%	3%
analyse problems for opportunities			0%	0%	0%	1%	2%

Personnes de contact



Inès BAER

☎ +352 247 65093

ines.baer@adem.etat.lu

Cheffe du Service études et statistiques

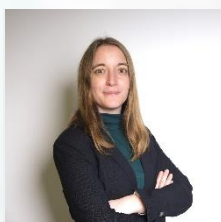


Marc MULLER

☎ +352 247 65451 ☎ +352 621 734 961

marc.muller@adem.etat.lu

Conseiller employeurs - Secteur santé et socio-éducatif



Manou Flammang

manou.flammang@fedas.lu

+352 46 08 08 - 410

Etudes et représentation, FEDAS



Petra Böwen

petra@boewen.lu +49 175 724 7739

Experte en matière de questions sociales, fondatrice du PraxisBüro à l'Université du Luxembourg, directrice de SäiteWiessel.lu

Septembre 2023